



12645



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/UAP/MIN/6
9 octobre 1962

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cycle d'étude sur les problèmes administratifs
urgents des gouvernements africains
Addis-Abéba, 2-12 octobre 1962

MINUTES DE LA SIXIEME JOURNEE DU CYCLE D'ETUDE SUR
LES PROBLEMES ADMINISTRATIFS URGENTS DES GOUVERNEMENTS AFRICAINS

(Lundi 8 octobre 1962)

Durant la matinée, les Comités III et IV se sont réunis en séance ordinaire pour étudier les questions de leur ressort. Le Comité I a également tenu une réunion sans caractère officiel pour terminer ses délibérations.

La séance de l'après-midi a été consacrée à l'examen des documents des Nations Unies sur l'assistance technique. M. Edgar Marland a présenté les deux documents établis au Siège des Nations Unies; ses commentaires n'ont porté que sur le premier qui reprend une grande partie des informations contenues dans le deuxième.

M. Marland a déclaré que l'Assistance technique des Nations Unies revêtait deux aspects principaux : d'une part, les services consultatifs (services d'experts, enquêtes préalables, bourses, programmes de formation et cycles d'étude), d'autre part, le système connu sous le nom d'OPEX qui consiste à fournir du personnel opérationnel, de direction et d'administration.

Au cours du débat qui a suivi, certains participants ont formulé des critiques à l'encontre de l'assistance technique telle qu'elle a été fournie soit par les Nations Unies elles-mêmes, soit par les institutions qui lui sont affiliées, soit dans le cadre de programmes bilatéraux. Ce débat a permis de dégager un certain nombre de principes qui seront utiles pour les activités ultérieures. Le premier de ces principes est qu'il faut, dès

le début d'un projet, mettre l'accent sur la formation du personnel, afin qu'il soit possible, le moment venu, de pourvoir au remplacement de l'expert, qu'il appartienne à un service consultatif ou à l'OPEX. Le deuxième principe a trait à la nécessité d'une coordination des opérations d'assistance technique. On a appelé l'attention sur le fait que deux types de coordination sont nécessaires : au sein de la famille des Nations Unies elle-même et dans le pays, il est préférable que cette coordination soit assurée par une organisation du genre bureau de planification.

Certains participants ont fait remarquer que les bourses avaient été fort utiles mais qu'il était nécessaire d'apporter plus de soin au recrutement des bénéficiaires, de les surveiller et de les suivre davantage après leur retour dans leur pays; le niveau et la spécialité des candidats devraient aussi retenir davantage l'attention.

Plusieurs participants ont parlé, à propos des services d'experts, de la nécessité d'une sélection appropriée, d'informations d'orientation préliminaires et de jugements de valeur.

Le Secrétaire a parlé de la nécessité de coordonner les activités de la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine de l'assistance technique en matière d'administration publique et il a réservé une mention spéciale aux enquêtes de reconnaissance.

Le programme de travail étant épuisé, la séance a été levée à 18 heures.